

**Procès-verbal de la réunion
du 7 octobre 2022**

adopté le 16 décembre 2022

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
N° 274**

ORDRE DU JOUR

I.	Adoption de l'ordre du jour	2
II.	Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 1 ^{er} juillet 2022	2
III.	Actualités	2
IV.	Élections et désignations.....	2
	1. <i>de deux membres de la Commission des aides financières représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques</i>	2
	3. <i>de deux membres de la Commission des Programmes au Conseil d'Administration représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques</i>	3
V.	Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022	3
	1. <i>Rapport du Président de la Commission des aides financières du 7 juillet 2022 et du 6 octobre 2022</i>	3
	2. <i>Point sur l'exécution financière</i>	3
VI.	Budget initial pour l'année 2023	4
	1. <i>Orientations relatives au budget initial pour l'année 2023</i>	4
VII.	Thématique Eau et Nature en ville	5
	1. <i>Présentation du bilan 2019-2021 des actions en matière de gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) et d'urbanisme durable</i>	5
	2. <i>Séquences « Place aux territoires » du Conseil d'Administration. Appel à projets spécial bailleurs sociaux « aménagements urbains : place à l'eau à la nature ! »</i>	5
VIII.	Pilotage stratégique de l'Etablissement et du 11 ^{ème} programme d'intervention.....	6
	1. <i>Adoption d'un plan d'aides sécheresse 2022 (18 mesures / 30 M€)</i>	6
	2. <i>Approbation du Document Programme consolidé comme suite à la modification des politiques d'intervention du 11^{ème} programme révisé et à l'évolution de la maquette financière pour avis conforme du Comité de bassin</i>	6
	3. <i>Signature d'une convention de coopération pour la biodiversité en Grand Est 2023-2027 entre les Agences de l'eau, l'État, l'Office Français de la Biodiversité et la Région Grand Est</i>	7
	4. <i>Adaptation du modèle-type de convention destiné à la mise en œuvre du dispositif des Paiements pour Services Environnementaux</i>	8
IX.	Divers	8
	1. <i>Dispositif d'aide à l'installation des personnels</i>	8

La séance est présidée par **Mme CHEVALIER**.

La Présidente énumère les pouvoirs donnés et constate que le quorum est respecté :

- Mme BARDOT à M. INGWILLER
- Mme D'ALGUERRE à M. INGWILLER
- M. GOURTAY à la DREAL Grand Est
- M. CAFFET à la DREAL Grand Est
- M. BETTON à la DDT des Vosges

I. Adoption de l'ordre du jour

En l'absence de remarques, l'ordre du jour est adopté.

II. Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2022

Sans observation de la part des administrateurs, le procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2022 est adopté.

III. Actualités

La Présidente signale que le lancement du premier chantier de la planification écologique a eu lieu le 29 septembre par le Ministre de la transition écologique, M. BECHU. Dans ce cadre, des attentes fortes sont exprimées vis-à-vis des Agences de l'eau. Ces attentes portent notamment sur des retours d'expérience relatifs au phénomène de sécheresse survenu cet été et aux mesures à prendre pour corriger les fragilités ressortant des retours d'expérience et prévenir les difficultés pour les prochains étés.

La Présidente ajoute que le gouvernement a également annoncé la création d'un fonds vert. Son contenu n'est pas encore arbitré, de même que le rôle des Agences de l'eau. Plus d'informations seront communiquées dès qu'elles seront disponibles.

IV. Élections et désignations

1. de deux membres de la Commission des aides financières représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques

M. HOELTZEL indique que deux places sont à pourvoir au sein de la Commission des aides financières. Deux candidatures ont été transmises. Elles proviennent de Mme D'ALGUERRE, qui participe déjà régulièrement aux réunions de la Commission des aides financières, et de M. BALAY, au titre de la Fédération pour la Pêche, qui prend la suite naturelle de son prédécesseur.

En l'absence d'autres candidatures ou d'oppositions, Mme D'ALGUERRE et M. BALAY sont désignés membres de la Commission des aides financières.

La délibération n°2022/17 portant sur la « désignation d'un membre de la commission des aides financières au titre des représentants des collectivités territoriales et d'un membre au titre des représentants des usagers non économiques » est adoptée.

3. de deux membres de la Commission des Programmes au Conseil d'Administration représentants des collectivités territoriales et des usagers non économiques

M. HOELTZEL indique que deux candidatures ont été exprimées pour la désignation de deux membres de la Commission des Programmes au Conseil d'Administration. Elles proviennent de Mme MICHEL, de la Métropole du Grand Nancy, et de M. BALAY, qui prend logiquement la suite de son prédécesseur là aussi.

En l'absence d'autres candidatures ou d'oppositions, Mme MICHEL et M. BALAY sont désignés.

La délibération n°2022/18 portant sur l'élection de deux membres de la commission des programmes, un au titre des représentants des collectivités territoriales et un au titre des représentants des usagers non économiques » est adoptée.

V. Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022

1. Rapport du Président de la Commission des aides financières du 7 juillet 2022 et du 6 octobre 2022

Le rapport de la Commission des aides financières est présenté par **M. DEPAIX**.

Débat

La Présidente remercie M. DEPAIX pour son investissement et elle salue le bon avancement du Pacte Ardennes.

M. REININGER souhaite savoir si des demandes d'aides ont été réceptionnées pour le financement de stations de traitement pour corriger des non-conformités relatives aux métabolites.

M. HOELTZEL répond par la négative. L'Agence a été destinatrice de deux études 360° sur le volet préventif et le volet curatif. En revanche, elle n'a pas reçu de demandes de travaux par rapport au dispositif qui a été décidé au mois de juillet dernier.

2. Point sur l'exécution financière

Le point sur l'exécution financière est présenté par **Mme CASTEJON**.

Débat

M. BAUER remarque que l'agence a du mal à dépenser l'argent dont elle dispose et les autorisations d'engagement supplémentaires qui lui sont allouées avec le plan de résilience. Avec la perspective du portage d'une part du Fonds Vert (1,5 milliard d'euros pendant 5 ans), il se demande si la notion de plafond mordant a encore un sens dans ce contexte.

M. HOELTZEL constate qu'il ne sera pas possible de toucher aisément à ce totem dans les discussions interministérielles. Après, une question peut se poser sur le fait qu'il existe un plafond mordant sur les recettes et un plafond sur les dépenses, le second paraissant de moins en moins justifié par rapport aux éléments que relève M. BAUER.

Mme GENESSEAU relève que le prévisionnel de recettes concernant les pollutions diffuses est supérieur de 1,1 million d'euros à l'attendu. Elle se demande si c'est une bonne ou une mauvaise nouvelle, en sachant que cette recette est basée sur les ventes de produits phytosanitaires. Elle souhaite donc savoir si cette hausse est liée à une augmentation des ventes de phytosanitaires ou à une augmentation du taux.

M. HOELTZEL explique que la dernière évolution du taux est intervenue il y a 2 ou 3 ans. C'est donc lié à une augmentation du volume des ventes de phytosanitaires.

M. INGWILLER remarque qu'il y a un effet d'augmentation du taux en plus d'un effet volume.

M. HOELTZEL indique que le taux n'a pas évolué par rapport à l'an dernier et il répondait bien sur la comparaison par rapport à 2021. Après, il y a effectivement à la fois un effet volume et un effet taux si la comparaison porte sur 3 ou 4 ans. M. HOELTZEL ajoute qu'il sera possible de faire un zoom sur ce sujet avec des chiffres plus précis lors de la présentation du budget initial au prochain Conseil d'administration.

M. INGWILLER préférerait qu'il n'existe pas de plafond mordant et que le Conseil d'administration bénéficie d'une pleine confiance et d'une marge de manœuvre totale. Ceci étant, le plafond mordant a été mis en place par le législateur. Dans ce cadre, il est préférable d'être dans une situation de potentiel dépassement du plafond que dans la situation inverse.

VI. Budget initial pour l'année 2023

1. Orientations relatives au budget initial pour l'année 2023

Le point est présenté par **Mme VOISIN**.

Débat

M. REININGER remarque que la stabilisation des effectifs est déjà une bonne nouvelle. Toutefois, il n'est pas certain que l'Agence de l'eau soit en position de répondre à toutes les missions qui lui sont confiées. Il y a de plus en plus de transferts de charge vers l'agence de l'eau. Le Pacte Vert a encore été évoqué dans la présentation. Les attentes placées dans l'agence de l'eau sont importantes et il conviendrait donc de mettre les effectifs à la bonne maille. De plus, le budget augmente et il faut aussi du personnel pour l'exécuter. M. REININGER regrette par conséquent qu'une démarche de renforcement des effectifs ne soit pas engagée.

Mme CORSYN constate que les dépenses de personnel représentent environ 18 millions d'euros. En parallèle, la dotation à l'OFB s'élève à 22 millions d'euros. Mme CORSYN considère que le rapprochement de ces deux chiffres interroge, dans la mesure où la politique de l'Agence de l'eau est normalement dédiée à la protection de l'eau et de la biodiversité, tandis que les missions de l'OFB sont aussi orientées vers la chasse.

M. HOELTZEL précise que la dotation de 22 millions d'euros couvre des dépenses de personnel pour une part, mais pas uniquement. Elle sert aussi au financement des missions de connaissance (eau et biodiversité) pour le compte des agences ainsi que les actions des parcs nationaux, des travaux de gestion de l'eau en outre-mer, etc....

Mme CORSYN observe qu'elles ne recouvrent cependant pas exactement les missions de l'Agence de l'eau, qui les finance pourtant. C'est ce point qui l'interpelle.

Mme BULOUE ajoute qu'il serait intéressant d'avoir une vision des actions menées par l'OFB.

M. MORVAN, Directeur Régional de l'OFB, signale qu'il avait justement fait une présentation de l'activité de l'OFB lors du Conseil d'Administration du 18 mars. Il pourra rediffuser cette présentation. Il souligne par ailleurs que les missions cynégétiques sont beaucoup moins importantes aujourd'hui. Ce ne sont plus du tout les missions qui étaient assurées par l'ONCFS par le passé. L'OFB intervient aujourd'hui sur un grand nombre de thématiques, qui ne correspondent pas du tout aux activités précédentes de l'ONCFS et de l'AFB.

M. HOELTZEL propose à M. MORVAN de prévoir une présentation plus condensée sur l'activité de l'OFB au moment du bilan d'activité de l'Agence début 2023.

VII. Thématique Eau et Nature en ville

1. Présentation du bilan 2019-2021 des actions en matière de gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) et d'urbanisme durable

Le point est présenté par **M. VENANDET**.

2. Séquences « Place aux territoires » du Conseil d'Administration. Appel à projets spécial bailleurs sociaux « aménagements urbains : place à l'eau à la nature ! »

Le point est présenté par **M. MARTY**.

Débat

La Présidente remercie M. MARTY pour sa présentation. Elle s'engage à vérifier la question de l'agrément, car elle ne comprend pas pourquoi la Foncière Chênelet ne bénéficie pas de l'agrément Grand Est. Elle a également notament la problématique, fréquemment évoquée avec les maires, des bailleurs qui cherchent à s'implanter de façon préférentielle en zone urbaine plutôt qu'en zone rurale.

La Présidente a par ailleurs été très sensible au message sur l'importance d'écouter les personnes, notamment pour prendre en compte et pour répondre différemment au défi du vieillissement dans la société. Les solutions se résument souvent au domicile ou à l'EHPAD, alors qu'il y a beaucoup d'alternatives. L'adaptation des logements peut aussi permettre aux personnes qui le souhaitent de rester chez elles jusqu'au bout.

M. MARTY attire l'attention sur deux chiffres : 30 % de la population aura plus de 65 ans dans 8 années et 23 % de la population aura plus de 75 ans dans 18 années. Comme pour le réchauffement climatique, le vieillissement est un défi inévitable qui se présente devant la société, mais les pratiques et les approches ont extrêmement de mal à évoluer pour y faire face.

Mme GENESSEAU signale que la Foncière Chênelet va construire 4 logements dans sa commune de Boult-aux-Bois dans les Ardennes, qui compte 250 habitants. Cette construction prévoit l'installation de réservoirs pour la récupération d'eau. Suite à la sécheresse de cet été, le conseil municipal réfléchit déjà à l'ajout de réservoirs supplémentaires.

Mme GENESSEAU regrette en revanche un grand retard dans les Ardennes sur le thème de l'eau et la ville. Il y a malheureusement encore des projets de pôle scolaire prévoyant de bétonner toute la cour. Mme GENESSEAU s'interroge donc sur la manière de sensibiliser les services d'urbanisme des communes et les porteurs de projets, qui n'ont pas forcément l'idée de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'eau.

La Présidente précise que l'objectif n'est pas l'octroi de la subvention, qui est incitative. Le but est de pousser les services de toutes les villes, notamment les grandes villes, à agir vertueusement, mais pas seulement pour la subvention.

M. HOELTZEL ajoute que les élus peuvent prendre contact avec l'agence de l'eau dès l'amont des projets. L'Agence a ensuite les moyens de se projeter sur les territoires pour les conseiller, avec notamment la présence d'un bureau d'étude qui peut être mis à disposition des collectivités, pour montrer qu'il existe des solutions adaptées à toutes les situations.

M. MARTY indique que ses interactions avec l'agence de l'eau se sont bien passées. Il souligne par ailleurs que les actions de communication de l'agence de l'eau sont très utiles alors que l'environnement et l'écologie sont toujours présentés comme des punitions, des complexités et des ennuis.

M. INGWILLER salue également l'exposé et la vision de M. MARTY. Il rappelle que la société a accès à tout depuis près d'un siècle à accès, notamment en termes d'eau et d'énergie. Des erreurs ont été commises ces dernières années et ont conduit à constater la nécessité de changer complètement l'urbanisme et le lien avec la nature, mis en relief par l'agence de l'eau sur cette dernière décennie. Malgré la volonté d'aller plus vite, il faut laisser le temps à la société pour trouver des solutions plus simples, plus efficaces et plus économes.

M. MARTY ne veut pas critiquer le passé, car ce serait trop facile. Les gens ont fait avec les connaissances qu'ils avaient à l'époque. En revanche, il faut aujourd'hui être conscient des défis qui se présentent.

Mme OBERLE signale qu'elle travaille à l'agence de l'eau et qu'elle a accompagné le dossier de M. MARTY. Elle revient sur l'enjeu de sensibilisation des élus, pour inviter les membres à en parler autour d'eux. L'agence pour sa part forme les agences d'urbanisme et essaie de toucher tous les corps de métier liés à l'urbanisme, pour souligner qu'il y a une place pour l'eau et la biodiversité dans tous les projets d'aménagement et d'urbanisme.

VIII. Pilotage stratégique de l'Etablissement et du 11^{ème} programme d'intervention

1. Adoption d'un plan d'aides sécheresse 2022 (18 mesures / 30 M€)

La Présidente rappelle que l'objectif aujourd'hui, évoqué dans le point d'actualité sur la conférence avec M. BECHU, est d'agir pour corriger très rapidement les difficultés observées pendant la sécheresse cet été. L'Agence de l'eau Rhin-Meuse est ainsi la première à adopter un plan d'aides sécheresse.

M. BAUER précise que la Commission des Programmes a consacré la plus grande partie de sa réunion hier à ce sujet. Il en est ressorti 3 mots clés : la pérennité, puisque le phénomène de sécheresse est amené à se répéter les prochains étés, la sécurisation et la sobriété. Des moyens importants sont déployés avec 30 millions d'euros sur une durée de 15 mois et M. BAUER pense qu'ils produiront des résultats. Il est important que le Conseil d'administration puisse se prononcer aujourd'hui sur ces actions concrètes et sur l'évolution des taux d'aides visant à rendre ces actions attractives.

M. PROPIN présente ensuite le plan d'aides sécheresse.

Débat

M. HOELTZEL précise que les actions du plan sécheresse viennent en plus des mesures déjà prévues dans le 11^{ème} programme d'intervention pour prévenir la sécheresse.

M. INGWILLER se félicite de la volonté de tirer les leçons de la sécheresse de 2022. Il faut maintenant mobiliser les maîtres d'ouvrage et notamment les collectivités qui ont des problèmes récurrents depuis quelques années, surtout sur l'eau potable, pour éviter que les mêmes problématiques se reproduisent.

M. HOELTZEL explique qu'il est prévu d'écrire aux collectivités pour les informer de ces aides, avec certains taux d'aides exceptionnels. Il précise qu'un dossier en particulier a interpellé la Commission des Programmes, où le taux d'aide de 80 % a heurté par rapport aux économies d'eau générées par le dossier. M. HOELTZEL propose donc de rajouter dans la délibération la mention : « sous réserve d'une analyse coût/bénéfices ». L'agence doit garder un levier d'action si un déséquilibre trop important est constaté entre le coût du projet et ce qu'il peut apporter comme bénéfice en termes de sobriété.

Il interroge l'assemblée, si nonobstant cet ajustement, il y a une demande de reconsidérer le dossier d'aide du SIE de la Vraine et du Xaintois.

Il constate une unanimité pour ne pas reconsidérer la décision prise par la Commission des aides financières.

La Présidente met ensuite la délibération au vote avec l'amendement proposé par le Directeur général.

La délibération n°2022/19 portant sur l'adoption d'un plan spécial sécheresse 2022 est adoptée à l'unanimité, en tenant compte de la proposition de modification du Directeur général.

2. Approbation du Document Programme consolidé comme suite à la modification des politiques d'intervention du 11^{ème} programme révisé et à l'évolution de la maquette financière pour avis conforme du Comité de bassin

Le point est présenté par **Mme MAUVIEUX-THOMAS**

Il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver le document programme joint en annexe en tant qu'il entérine les dernières évolutions de la maquette financière du 11ème Programme pour présentation à l'avis conforme du Comité de Bassin du 2 décembre prochain.

La délibération n°2022/20 portant sur l'adoption du 11^{ème} programme d'intervention révisé modifié du plan de résilience 2022 est adoptée à l'unanimité.

3. Signature d'une convention de coopération pour la biodiversité en Grand Est 2023-2027 entre les Agences de l'eau, l'État, l'Office Français de la Biodiversité et la Région Grand Est

Le point est présenté par **Mme MAUVIEUX-THOMAS**

Il est proposé au CA d'approuver le projet de convention de coopération pour la biodiversité entre l'État, la Région Grand Est et l'agence de l'eau et de donner mandat au Directeur général pour procéder aux éventuels derniers ajustements rédactionnels de convention et de l'autoriser à signer cette convention.

Débat

M. REININGER se félicite de cette mise en cohérence de l'action publique. Il s'interroge par rapport aux zones Natura 2000 où rien n'avance depuis un certain temps malgré la présence de comités de pilotage et de comités de gestion. Il demande si la coordination présentée permettra de réactiver ces comités.

La Présidente remarque que la convention n'est pas nécessaire dans ce cadre. C'est un message que l'Agence peut faire repasser dans tous les départements, à l'occasion de la convention, mais de manière parallèle.

Mme CORSYN précise que la politique Natura 2000 va être transférée aux régions l'année prochaine. Pendant cette phase de transition, l'Etat et la Région sont en train de se coordonner sur la poursuite de la gestion des zones Natura.

Mme CORSYN signale ensuite que les pouvoirs adjudicataires, dont font partie les conservatoires d'espaces naturels, peuvent aussi signer des conventions de coopération. Une convention existe d'ailleurs au national entre la Fédération des conservatoires et le ministère, mais cet outil a toujours été refusé en région pour des raisons juridiques. Mme CORSYN souhaite que soit examinée la possibilité pour des structures comme le Conservatoire des sites naturels de Lorraine de signer des conventions de coopération, plutôt que des conventions de subvention ou des appels d'offres.

Mme CORSYN rappelle par ailleurs qu'une démarche d'harmonisation avait été mise en avant en Grand Est à la suite du projet de création d'une agence régionale de la biodiversité en Lorraine. À l'époque, il a été jugé plus opportun d'associer les forces vives qui avaient déjà l'habitude de travailler ensemble plutôt que de créer une nouvelle structure. Ainsi, la convention de coopération ne fait que formaliser un mode de fonctionnement qui existait déjà, au moins en Lorraine.

Mme CORSYN constate enfin qu'un formulaire unique est mis en place pour les appels à manifestation d'intérêt. Néanmoins, chaque structure conserve ses propres règles de dépôt de demande de subvention. Avec 3 financeurs, il faut donc monter 3 dossiers en plus du dossier commun. Une certaine complexité administrative demeure quand même.

La Présidente précise que l'agence régionale de la biodiversité n'était pas une initiative de l'État, mais une idée du Conseil Régional.

M. HOELTZEL indique que des efforts sont réalisés sur la simplification de l'aspect administratif. Les acteurs de la coordination essaient autant que possible de décroiser les financements, avec un financeur qui prend le portage du dossier. C'est déjà une petite avancée, qui en appellera d'autres.

Mme GENESSEaux confirme que la coordination mise en œuvre est intéressante, mais qu'il existe une difficulté croissante au quotidien pour remplir les dossiers. Des détails importants sont par exemple demandés dans les prévisionnels à 3 ans. Certaines dépenses peuvent être considérées comme de l'investissement par un acteur et comme du fonctionnement par un autre. Un formulaire unique est mis en place, mais un grand nombre de pièces jointes doivent être annexées au dossier. Mme GENESSEaux souligne ainsi qu'il faut disposer d'une véritable ingénierie, qui n'existe pas dans tous les territoires et toutes les associations, pour répondre aux appels à projets.

La Présidente soumet ensuite la délibération au vote.

La délibération n°2022/21 portant sur la signature d'une convention de coopération pour la biodiversité en Grand Est 2023-2027 entre les Agences de l'eau, l'État, l'Office Français de la Biodiversité et la Région Grand Est est approuvée à l'unanimité.

4. Adaptation du modèle-type de convention destiné à la mise en œuvre du dispositif des Paiements pour Services Environnementaux

Le point est présenté par **Mme MAUVIEUX-THOMAS**.

Il est proposé au Conseil d'administration d'adapter le modèle-type de convention pour permettre d'emblée une contractualisation sur 5 ans.

La délibération n°2022/22 portant sur l'adaptation du modèle-type de convention destiné à la mise en œuvre du dispositif des paiements pour services environnementaux est approuvée à l'unanimité.

IX. Divers

1. Dispositif d'aide à l'installation des personnels

Mme VOISIN présente le dispositif d'aide à l'installation des personnels.

En l'absence de question, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

La délibération n°2022/23 portant sur le dispositif d'aide à l'installation des personnels est approuvée à l'unanimité.

En l'absence d'autres observations, la séance est levée.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

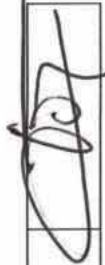
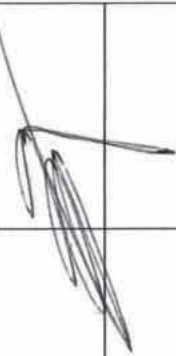






La Présidente
du Conseil d'administration,


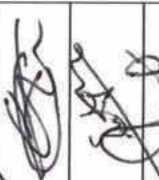

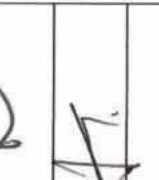
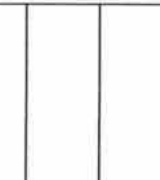


Josiane CHEVALIER














Bernard INGWILLER
Vice-Président du CA

Réunion du Conseil d'Administration du 7 octobre 2022 Feuille d'émargement (Membres du Conseil d'Administration)

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
Mme	CHEVALIER	Josiane	Présidente	Présidente du Conseil d'Administration Préfète de Région Grand Est et du département du Bas-Rhin	OUI						
M.	BARBIER	Patrick	Collectivités	Président du Territoire III Amont du SDEA Vice-Président de la Communauté de communes de Sélestat et Environs Maire de Muttenthalz Vice-Président de la Commission Agricole de bassin	OUI						
Mme	BARDOT	Audrey	Collectivités	Conseillère municipale de Pulligny Vice-Présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle 1ère Vice-Présidente du Comité de bassin Rhin-Meuse Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	EXCUSÉ		M. Bernard INGWILLER				
Mme	BUCHERT	Maryvonne	Collectivités	Adjointe au Maire de Mulhouse	OUI						
Mme	BULO	Béatrice	Collectivités	Maire de Mundolsheim	OUI						
Mme	D'ALGUERRE	Sylvie	Collectivités	Conseillère régionale Grand Est Première Adjointe au Maire de Chaumousey Présidente de la Commission Planification	EXCUSÉ		M. Bernard INGWILLER				
M.	DEPAIX	Régis	Collectivités	Maire de Montcornet	OUI						
M.	DIETMANN	Daniel	Collectivités	Président EPAGE Largue Maire de Manspach Vice-Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	EXCUSÉ						
M.	HENRION	François	Collectivités	Président du Syndicat Moselle Aval	EXCUSÉ						
M.	INGWILLER	Bernard	Collectivités	Maire de Grassendorf Vice-Président du Conseil d'administration de l'AERM	OUI			2	Mme Audrey BARDOT	Mme Sylvia D'ALGUERRE	
Mme	MICHEL	Delphine	Collectivités	Vice-Présidente du Grand Nancy Vice-Présidente de la Commission Planification Vice-Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	EXCUSÉ						
M.	VAUTRIN	Jean-Philippe	Collectivités	Vice-Président du Conseil départemental de la Meuse	EXCUSÉ						

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Engagement
M.	BALAY	Michel	Usagers non économiques	Président de la FPPMA des Vosges	OUI						
Mme	CORSYN	Véronique	Usagers non économiques	Directrice du conservatoire des sites lorrains. Présidente de la Commission du Milieu Naturel Aquatique de bassin	OUI						
Mme	GENESSEUX	Valérie	Usagers non économiques	Vice-Présidente de France Nature Environnement Grand Est	OUI						
M.	MICHEL	Bernard	Usagers non économiques	Membre du Bureau national environnement CLCV	OUI						
M.	REININGER	Daniel	Usagers non économiques	Administrateur de France Nature Environnement Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président de la Commission des Programmes	OUI						
Mme	ARNOLD	Frédérique	Usagers économiques	Responsable qualité prévention environnement Papeteries du Rhin	OUI						
M.	BAUER	Gilbert	Usagers économiques	Président de l'institut français des boissons de la brasserie et de la malterie Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président du Conseil d'administration de l'AERM Président de la Commission des Programmes	OUI						
M.	BECKER	Jean-Paul	Usagers économiques	Représentant de la Fédération française d'aquaculture	OUI						
Mme	LEROY	Nathalie	Usagers économiques	Responsable Environnement - TOTAL PETROCHEMICALS France Présidente de la Commission Industrie de bassin	EXCUSEE						
M.	PELLETIER	Jean-Luc	Usagers économiques	Président de la Chambre d'agriculture de la Meuse Président de la Commission Agricole de bassin	EXCUSE						
M.	HENRY	Philippe	Personne qualifiée	Personne qualifiée Vice-Président Agence Bio Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	EXCUSE						

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	VANLAER	Hervé	État	Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est	EXCUSÉ	Aline LOMBARD	M. Hervé VANLAER	2	M. Blaise GOURTAY	Mme Virginie CAYRÉ	
M.	GOURTAY	Blaise	État	Secrétaire général pour les affaires régionales Grand Est	EXCUSÉ						
M.	GARNIER	Laurent	État	Directeur régional des finances publiques du Grand Est et du Département du Bas-Rhin	EXCUSÉ	Patrick WEHRLÉN					
Mme	BOSSY	Anne	État	Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Grand Est	EXCUSÉ	Jean-François QUÉRÉ					
M.	GIURICI	Jérôme	État	Directeur départemental des territoires de la Moselle	OUI						
M.	BEMER	Dominique	État	Directeur départemental des territoires des Vosges	EXCUSÉ	Grégory BOINEL		1	M. Fabrice BOISSIER		
M.	DUBREUIL	Pierre	État	Directeur général de l'Office français de la biodiversité	EXCUSÉ	Xavier MORVAN					
Mme	CAYRÉ	Virginie	État	Directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est	EXCUSÉ		M. Hervé VANLAER				
Mme	VALENTIN	Sophie-Charlotte	État	Directrice territoriale du Nord Est de Voies Navigables de France	OUI						
M.	BOISSIER	Fabrice	État	Directeur général délégué de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	EXCUSÉ		M. Dominique BEMER				
M.	BERTEAUD	Pascal	État	Directeur général du centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement		P. VELLUET					
			Personnel	Représentant du personnel	EXCUSÉ	Alexandra PORQUET FUSIER					

Membres présents ou représentés				Pouvoirs	Total	29/35
24				5		



Réunion du Conseil d'Administration du 7 octobre 2022
Feuille d'émargement (Autres participants et invités)

Civilité	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
M.	GAILLARD	Claude	Autres participants et invités	Président du Comité de bassin Rhin-Meuse	OUI						
M.	DINGREMONT	Benoît	Autres participants et invités	Chef de mission de contrôle général économique et financier	EXCUSÉ	Agnès RIVOISY-MAELASSAF					
M.	HAZET	Charles	Autres participants et invités	Commissaire du Gouvernement	EXCUSÉ						
M.	LIARD	Stéphane	Autres participants et invités	Agent comptable	EXCUSÉ						
Mme	PORQUET FUSIER	Alexandra	Autres participants et invités	Représentante suppléante du personnel							
Mme	LOMBARD	Aline	Autres participants et invités	Adjointe au chef de service, Adjointe au délégué de bassin DREAL Grand Est							
M.	DOS SANTOS	Alberto	Autres participants et invités	Chef de pôle Eau Rhin-Meuse Délégation de bassin Service Eau Biodiversité Paysage DREAL Grand Est	EXCUSÉ						
M.	MARTY	François	Autres participants et invités	Président de la Foncière Chenelet - bailleur social	OUI						
			Autres participants et invités	UBIQU	OUI						
M.	HOELTZEL	Marc	Autres participants et invités	Directeur général de l'Agence de l'eau	OUI						
M.	LEBLANC	Christophe	Autres participants et invités	Directeur général adjoint de l'Agence de l'eau	OUI						
Mme	VOISIN	Sandrine	Autres participants et invités	Secrétaire générale	OUI						
Mme	MAUVIEUX-THOMAS	Patricia	Autres participants et invités	Directrice de la Connaissance, Planification, Programme et Politiques d'interventions	OUI						

[illegible]